



Corvette de la classe Braunschweig.

DE LA GUERRE FROIDE AUX FORCES EXPÉDITIONNAIRES : LES DÉFIS À RELEVER POUR LES FORCES ARMÉES ALLEMANDES

par le major J.P.F. Lepine

Préface

Les forces armées allemandes (*Bundeswehr*) s'emploient à trouver des solutions aux problèmes épineux d'organisation et de doctrine en même temps qu'elles abandonnent la structure statique qui leur a été si utile depuis leur création, en 1955, et qu'elles se tournent vers leur nouvel objectif, c'est-à-dire se transformer en une force vouée aux opérations expéditionnaires. Dès le début, leur organisation et leur instruction étaient axées sur les conflits de haute intensité afin de pouvoir réagir à la menace que représentaient les membres de l'ancien pacte de Varsovie. En outre, elles ne pouvaient être déployées qu'à l'intérieur des frontières allemandes en raison du contexte historique de la Seconde Guerre mondiale. À l'heure actuelle, le gouvernement allemand et les autorités militaires tentent d'attribuer aux forces armées un nouveau rôle et une nouvelle structure. Cette démarche est nécessaire sachant qu'un conflit classique de haute intensité est peu probable aujourd'hui et que l'Allemagne veut jouer un rôle plus important dans le monde, au sortir de la longue période de semi-isolément diplomatique qu'elle s'est imposée. Une telle action diplomatique nécessite habituellement des engagements financiers et militaires. C'est pourquoi les

autorités déploient des efforts considérables pour réorganiser les forces armées de sorte qu'elles puissent aider le gouvernement à accomplir cet objectif.

Les forces armées allemandes amorcent une « transformation », terme à la mode pour décrire les moyens qu'elles proposent de mettre en œuvre pour aider le gouvernement à appliquer sa politique étrangère. Il pourrait s'agir d'envoyer des forces pour participer à des missions d'aide purement humanitaire, à des opérations de soutien de la paix ou à un conflit de haute intensité. La restructuration des forces armées est un défi de taille pour une organisation militaire qui n'a eu qu'un objectif et qu'une mission au cours des 50 dernières années. Le résultat est une structure comportant trois éléments, qui possèdent chacun différentes capacités en matière de matériel, d'instruction et d'effectifs.

Pierre Lepine, officier dans la force aérienne, est titulaire d'un doctorat de l'université de Calgary. Il est actuellement en affectation auprès du ministère allemand de la Défense à titre d'analyste stratégique dans le cadre d'un programme d'échange.

Le char *Leopard 2* de l'armée allemande.

Les planificateurs militaires allemands devront s'assurer que la structure proposée répond aux objectifs de politique étrangère du gouvernement tout en tenant compte des importantes inégalités en matière d'organisation, de matériel et d'instruction qui résulteront inévitablement de cette structure à trois éléments.

Introduction

À l'instar de la plupart des militaires au service de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), les forces armées allemandes se sont heurtées, à la fin de la guerre froide en 1989, à des questions difficiles concernant leur pertinence, l'ambiguïté de leur rôle et de leur mission et les restrictions financières et autres contraintes budgétaires imposées par des politiciens désireux de consacrer les maigres ressources à la résolution de problèmes politiques plus populaires et plus urgents. De l'avis de la population générale et des groupes extérieurs à la communauté de défense, d'imposantes forces militaires permanentes n'étaient plus nécessaires à la suite de l'écroulement de l'Union soviétique et du pacte de Varsovie. Poussées par des impératifs politiques et financiers, les forces armées allemandes, tout comme leurs partenaires de l'OTAN, ont entrepris un programme de réduction des effectifs pendant les années 1990.

Or, au cours de la dernière décennie du XX^e siècle, de vieilles divisions ethniques et culturelles, réprimées dans les États communistes à parti unique de l'Europe de l'Est, ont refait surface. Des conflits armés ont éclaté dans les Balkans et dans les anciennes républiques de l'Union

soviétique, par exemple. Ces événements ont donné lieu en Allemagne à une réévaluation de l'utilité des forces militaires. Plus tard, l'Allemagne a participé à une série d'interventions militaires à l'échelle internationale sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies (ONU), puis de l'OTAN ou de l'Union européenne. Une Allemagne nouvellement réunifiée essayait par ailleurs de se redonner un rôle d'intervenant important dans le nouvel ordre mondial. C'est parce que le gouvernement allemand voulait exercer davantage une plus grande influence sur la scène internationale qu'il a autorisé l'envoi de ses troupes en Somalie, en 1993, le premier déploiement à l'étranger depuis la création de la *Bundeswehr*. Les forces armées allemandes ont également reçu l'ordre d'entreprendre d'autres missions

à l'étranger pendant les années 1990 et elles ont pris part à diverses opérations sanctionnées par l'ONU, l'OTAN ou l'Union européenne dans les Balkans.

L'attaque contre le World Trade Center en 2001 et la « guerre à la terreur » qui en a résulté, combinées à l'expérience acquise au cours de diverses opérations de soutien ou d'imposition de la paix, ont amené les Allemands à réévaluer l'organisation, le rôle et la mission de leurs forces armées. L'Allemagne a effectué une série d'examen des politiques et a entrepris une restructuration de la *Bundeswehr*, selon sa propre interprétation du concept de la transformation.

La définition de la transformation

Le terme *transformation* est à la mode depuis plusieurs années dans le milieu militaire. Appliqué aux divers aspects du changement, il se prête toutefois à de multiples interprétations. La définition qu'utilisent les forces armées allemandes est typique. « Ce processus n'est pas synonyme de réforme, où les procédures périmées font place à de nouvelles procédures améliorées et où l'on remplace l'équipement désuet par du matériel neuf. La transformation

signifie plutôt une réorientation complète¹. » Cette définition n'explique pas clairement comment la transformation sera effectuée ni comment la méthode sera évaluée. Les buts visés par la transformation chez les forces allemandes semblent être contenus dans un énoncé subséquent qui stipule qu'« il ne s'agit pas seulement de gérer et de prévenir les crises mais aussi de contenir et de

« Une Allemagne nouvellement réunifiée essayait par ailleurs de se redonner un rôle d'intervenant important dans le nouvel ordre mondial. »

résoudre des conflits qui ont déjà éclaté en faisant appel à des techniques de pointe². » Toutefois, dans la diplomatie comme dans la guerre, on s'efforce d'utiliser les moyens les plus perfectionnés pour atteindre les objectifs fixés; c'est pourquoi cette définition du but visé par la transformation des forces allemandes est douteuse.

L'aboutissement du processus transformationnel allemand est davantage précisé dans l'énoncé suivant, mais la description de la méthode à utiliser pour atteindre les buts et les objectifs demeure floue.

« Le processus transformationnel de la *Bundeswehr* vise à améliorer [avec le temps] son état de préparation opérationnelle relativement à toutes les tâches spécifiées dans les lignes directrices en matière de défense. Tout ce qui ne permet pas d'atteindre ce but revêt une importance secondaire. Les structures, les mesures organisationnelles et l'instruction seront fonction du but, au même titre que la planification des installations et du matériel tiendra compte de la disponibilité des ressources financières³. »

Les trois énoncés précédents établissent les orientations stratégiques en matière de défense sans toutefois définir le processus transformationnel ou les résultats escomptés. L'analyse des déclarations d'autres pays sur ce sujet donne, quant à elle, une idée plus claire de l'état final souhaité.

Comme pour la plupart des questions de réforme des concepts et des structures militaires, les États-Unis sont actuellement le chef de file en ce qui concerne les efforts de transformation. Dans la publication *Military Transformation: A Strategic Approach*, les Américains définissent les buts recherchés en fonction d'une stratégie de défense planétaire, ce qui permet de comprendre plus facilement les raisons des modifications souhaitées. La définition américaine stipule que la transformation est « un processus qui donne forme à la nature changeante de la concurrence et de la coopération militaires au moyen de nouvelles combinaisons de concepts, de moyens, d'effectifs et d'organisations qui exploitent les avantages de notre nation et [nous] protègent contre nos vulnérabilités asymétriques. Cela nous permet de conserver notre position stratégique, qui contribue à défendre la paix et la stabilité dans le monde⁴. » Pour les Américains, la transformation est un processus stratégique qui englobe trois concepts interdépendants, représentés à la figure 1⁵.

Cette illustration de la transformation, qui met l'accent sur l'intégration interarmées, décrit mieux l'état final souhaité que la définition allemande et rejoint les déclarations d'autres partenaires de l'OTAN sur leurs objectifs en matière de transformation. Pour le Royaume-Uni, ces objectifs sont « des plans et des opérations qui misent sur les effets et vont de pair avec des forces réseautiques et adaptables dans les trois armées⁶ ». Les Français décrivent eux aussi la transformation comme un processus stratégique; pour eux, l'objectif est « une mise en réseau généralisée de tous les acteurs (capteurs, décideurs, effecteurs) en vue d'accélérer la boucle de planification et de conduite des opérations, et d'optimiser les effets produits⁷ ». La définition adoptée par le Canada reflète celle de ses alliés et décrit le processus comme « une meilleure intégration des capacités de leurs forces maritimes, terrestres, aériennes et d'opérations spéciales. L'objectif sera d'avoir un "impact ciblé", c'est-à-dire déployer au moment propice et à l'endroit voulu les combinaisons d'effectifs requises, de manière à obtenir les résultats souhaités. [...] [Les forces] adapteront leurs capacités et leur structure de manière à affronter en particulier les menaces découlant de l'instabilité qui a régné à l'étranger, surtout dans les États en déroute⁸. »

L'examen d'une variété de sources et de définitions fournit une vision plus claire des objectifs souhaités en matière de transformation. Il s'agit d'établir des forces capables de travailler ensemble dans le contexte *national* (force interarmées) et dans un environnement *multinational* (force interalliée). De telles forces nécessiteront des structures de commandement et de contrôle très efficaces et hautement intégrées ainsi que des capacités de renseignement, de surveillance et de repérage d'objectifs centralisées et coordonnées. La question est donc de savoir si les mesures entreprises actuellement en Allemagne permettront l'atteinte de ces buts.

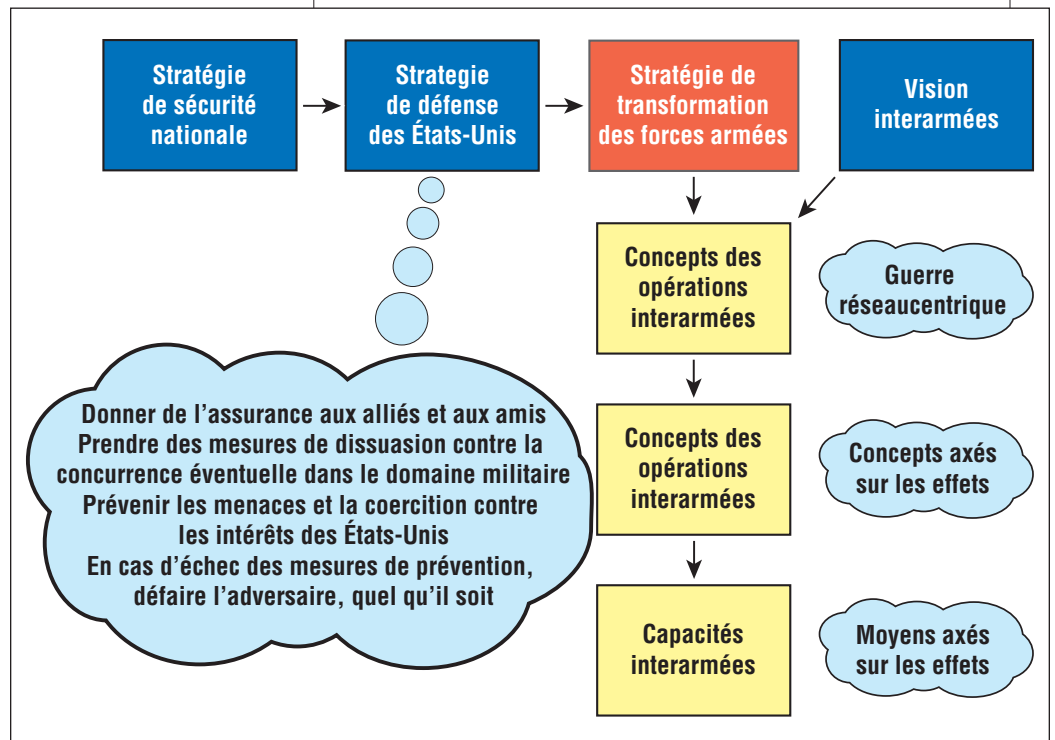


Figure 1 – Le processus stratégique de la transformation utilisé par les États-Unis

Le processus transformationnel allemand

Comme nous l'avons déjà mentionné, la transformation semble être une initiative stratégique qui devrait, à ce titre, reposer sur une politique nationale. C'est le cas en Allemagne, où les directives associées aux objectifs des forces armées en matière de transformation sont énoncées dans les *Verteidigungspolitische Richtlinien*, soit les lignes directrices en matière de politique de défense.

« La *Bundeswehr* a besoin de forces armées catégorisées en fonction de leur état de préparation opérationnelle et de leur disponibilité. Ces forces doivent pouvoir être employées rapidement et efficacement au cours d'opérations interarmées menées avec les forces d'autres nations afin de se concentrer davantage et plus rapidement sur les tâches plus probables de prévention de conflits internationaux et de gestion de crise. Elles doivent, à cette fin, présenter un profil de six capacités essentielles et interdépendantes : (1) commandement et contrôle; (2) recherche du renseignement et reconnaissance; (3) mobilité; (4) engagement réel; (5) appui et soutien; (6) capacité de survie et protection⁹. »

On pourrait se demander ce que le dernier élément a à faire avec le processus transformationnel, mais il témoigne de l'importance relative que les Allemands accordent à la capacité de survie et à la protection par rapport aux autres facteurs dans le climat politique actuel. Cela signifie que le gouvernement fera probablement l'objet de critiques si les militaires subissent des pertes au cours de missions qui, selon la population, n'ont aucun lien direct avec la défense de l'Allemagne ou des citoyens allemands.

La *Bundeswehr* est censée planifier son processus transformationnel en fonction de paramètres conceptuels et structurels clairs, entre autres : (1) se concentrer sur les opérations les plus probables; (2) se débarrasser des capacités et des structures vouées uniquement à la défense de l'Allemagne; (3) renforcer la coopération en créant notamment un organisme de commandement et de contrôle interarmées; (4) mettre sur pied des forces d'intervention, de stabilisation et de soutien qui recevront une instruction et du matériel adaptés; (5) intégrer les recrues; (6) réaliser des économies¹⁰.

Comme nous l'avons déjà observé, le plan transformationnel allemand prévoit trois types de forces distinctes, dotées chacune de capacités bien particulières. Il s'agit de la *Eingreifkräfte* (force d'intervention), la *Stabilisierungskräfte* (force de stabilisation) et la *Unterstützungskräfte* (force de soutien), dont les rôles sont les suivants :

« La force d'intervention appliquera des mesures d'imposition de la paix contre un adversaire dont l'organisation est principalement militaire afin de créer les conditions requises pour des opérations de maintien de la paix tout en limitant les pertes autant que possible. Capable d'intervenir rapidement,

elle englobe des éléments terrestres, aériens et navals, est dotée d'un matériel de pointe et possède toutes les ressources de commandement interarmées et de soutien dont elle a besoin. Son effectif militaire regroupe 35 000 hommes et femmes.

« La force de stabilisation compte un effectif de 70 000 militaires. Elle pourra participer à des opérations multinationales de faible et de moyenne intensité s'étalant sur de longues périodes dans le cadre d'un vaste éventail de missions de maintien de la paix. Tout en faisant le nécessaire pour limiter ses pertes, la force doit être assez robuste pour s'imposer contre un adversaire quasi militaire présentant surtout des caractéristiques asymétriques.

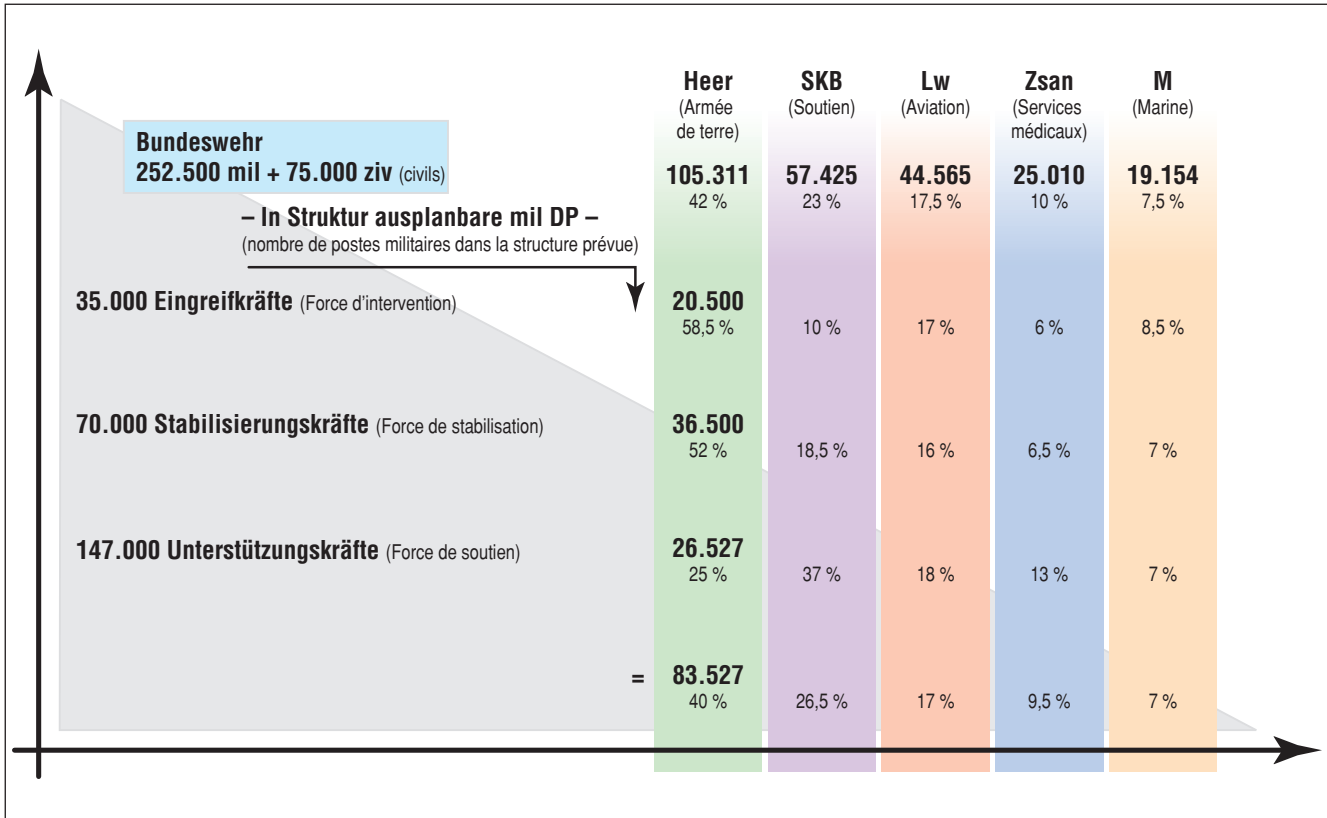
« La force de soutien a pour rôle principal d'offrir un soutien intégral et efficace aux forces d'intervention et de stabilisation pendant la préparation et l'exécution des opérations, en Allemagne comme à l'étranger. Son effectif militaire compte 147 500 hommes et femmes¹¹. »

La figure 2 montre la répartition des troupes entre ces nouvelles capacités.

Comme on peut le constater, les capacités des cinq services (armée de terre, marine, force aérienne, base de soutien et services médicaux) font partie de la structure de la force totale¹². Cela fait penser que les trois nouvelles catégories de forces *ont été*, ou *seront*, groupées dans une structure cohésive et interarmées.

Tel est le but à long terme, mais un examen des capacités, des structures et des démarches actuelles de l'Allemagne révèle un fossé entre les objectifs *énoncés* et la *réalité*. Il semble que la constitution de trois forces interarmées nécessiterait la mise en place d'un organisme de commandement et de contrôle interarmées qui s'occuperait des opérations, de l'instruction et du soutien des forces assignées. Ce développement organisationnel n'est pas encore terminé au sein de la nouvelle force allemande ni au sein de sa structure de commandement. Un nouveau quartier général de commandement interarmées, le *Einsatzführungskommando* (*EinsatzFüKdo* ou quartier général des forces déployées) a été créé à Potsdam; son énoncé de mission montre clairement qu'il jouera un rôle clé dans la transformation des forces armées allemandes en tant que cellule de commandement interarmées.

« *Das Einsatzführungskommando der Bundeswehr, das als die operative Führungsebene der Bundeswehr ist, plant und führt alle Auslandseinsätze deutscher Streitkräfte im nationalen und multinationalen Rahmen.* » (Le quartier général des forces déployées, en tant que commandement opérationnel de la *Bundeswehr*, planifie et commande toutes les forces allemandes déployées à l'étranger dans des contextes nationaux et multinationaux¹³.)

Figure 2 – Nombre de postes autorisés de la *Bundeswehr*

L'énoncé précédent stipule clairement que le *EinsatzFüKdo* devra superviser toutes les missions se déroulant à l'extérieur du territoire allemand, mais, en réalité, ses responsabilités se limitent jusqu'à maintenant à la surveillance de certaines opérations menées à l'étranger. Nous reviendrons plus tard sur ce point.

« L'examen d'une variété de sources et de définitions fournit une vision plus claire des objectifs souhaités en matière de transformation. »

Transformation ou réduction?

La figure 3 illustre la réduction des effectifs de l'armée allemande en tenant compte des données exprimées dans divers documents sur la politique de défense et des mesures qui ont été appliquées depuis la fin de la guerre froide, en 1989. Elle établit aussi des projections jusqu'en 2009¹⁴. De toute évidence, les compressions ont été importantes, entraînant une diminution des effectifs de 56 p. 100 au total. Pour l'armée de terre, le dernier changement de politique a fait chuter le nombre de brigades de 22 à 12. Il y a eu une réduction correspondante au sein des bataillons d'armes de combat, le corps blindé, par exemple, ayant vu le nombre de ses unités passer de 80 à 5. Ce processus n'a pas été dicté par la transformation; il résulte plutôt d'impératifs financiers qui remontent aux années 1990, période où les forces ont été réduites pour la première fois en Allemagne comme dans la plupart des organisations militaires occidentales.

En vertu des nouvelles lignes directrices, la marine regroupera ses flottilles actuelles (frégates, destroyers, navires de guerre des mines, bateaux patrouilleurs et sous-marins) en deux flottilles opérationnelles dans le but de passer « d'une marine d'escorte à une marine expéditionnaire¹⁵ ». On ne sait pas exactement comment cette consolidation permettra d'obtenir l'état final souhaité,

à savoir une meilleure collaboration interarmées avec les quatre autres services. Il sera d'autant plus difficile d'améliorer les capacités interarmées nationales que la marine conservera son propre quartier général dans la nouvelle structure. Ce quartier général, strictement naval, commandera certaines forces navales qui opéreront dans les eaux internationales; les forces affectées actuellement en Méditerranée au Groupe maritime 2 de la Force de réaction de l'OTAN en sont un exemple, alors que le *EinsatzFüKdo* commandera d'autres forces navales, comme celles qui sont affectées dans la mer d'Oman dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom*. La mission et le soutien de ces deux déploiements étant semblables, la logique d'un commandement réparti entre deux quartiers généraux n'est pas évidente.

La force aérienne prévoit supprimer un quartier général divisionnaire et réduire le nombre d'aéronefs, qui s'établissait à 746 en 1990, à seulement 262 d'ici 2015. On note cependant une irrégularité dans le cheminement vers la rationalisation des capacités.

Strukturelle/Personelle WE

(nombre de postes autorisés pour la Bundeswehr)

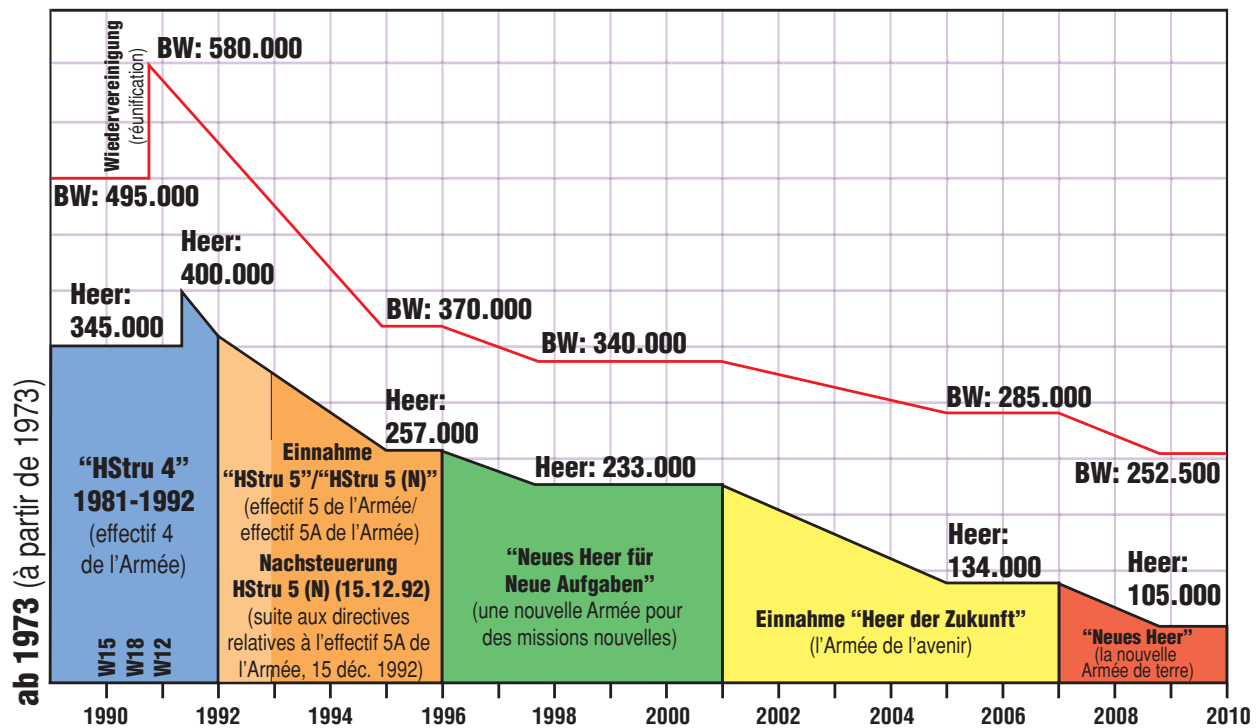


Figure 3 – Total des effectifs de la Bundeswehr

Le service conserve des troupes d’infanterie, qui ont pour unique rôle de protéger les terrains d’aviation, et il a acquis récemment deux centres d’opérations de missiles surface-air. Ces installations demeureront dans un état statique au lieu d’être transformées en centres déployables de coordination de l’espace aérien ou de s’intégrer à un centre déployable interarmées voué au renseignement, à la surveillance, à l’acquisition d’objectifs et à la reconnaissance. Le fait que l’armée de terre conserve des systèmes de défense contre les missiles sol-air indépendants d’unités semblables de la force aérienne montre à quel point les capacités de mission sont loin d’être intégrées dans une structure interarmées cohérente. Il semble que la *Luftwaffe* maintient toutes ses capacités de haute intensité, qu’elle avait acquises pendant la guerre froide, sans avoir une vision claire des missions ou des tâches qu’elle devra accomplir dans l’avenir. Ce fait est confirmé par l’acquisition de l’*Eurofighter*, un système d’armes conçu au début des années 1980 pour remplacer le F-4 *Phantom* comme principal chasseur bombardier de la *Luftwaffe*. Le matériel et l’instruction de la force aérienne lui donnent toujours les moyens de se défendre contre une force dotée de capacités comparables. Or, à en croire la politique officielle de l’Allemagne, la menace provenant d’un tel ennemi est, selon les prévisions actuelles, très peu probable.

En vertu de la nouvelle politique, les services médicaux fermeront la moitié des hôpitaux militaires, si bien que seulement quatre continueront d’offrir des services; la *Bundeswehr* pourra aussi recevoir des soins hospitaliers auprès d’un organisme civil avec qui elle a signé un accord. Enfin, l’administration de la défense du territoire sera restructurée, et sa présence sera réduite dans toute l’Allemagne.

Comme il est habituellement de mise au sein de l’OTAN, c’est l’armée de terre du pays membre, dans ce cas-ci l’Allemagne, qui fournit le gros du personnel et du matériel lors des missions à l’étranger. C’est pourquoi il importe d’examiner les conséquences de la nouvelle structure transformationnelle pour cette armée. La figure 3 illustre la nouvelle organisation issue du concept transformationnel¹⁶. Bien que cinq divisions aient été retenues, seulement trois quartiers généraux semblent être en activité : ce sont la force d’intervention, la *Division Spezielle Operationen* (division des opérations spéciales), formée de deux brigades aéroportées et d’une brigade des opérations spéciales, et la *Division Luftbewegliche Operationen* (division aéromobile), qui regroupe une brigade d’assaut aérien, une brigade de soutien au combat, un régiment

« ... les compressions ont été importantes, entraînant une diminution des effectifs de 56 p. 100 au total. »

d'hélicoptères d'attaque et un régiment de transport. Les autres quartiers généraux divisionnaires sont simplement des unités administratives qui fourniront des forces aux autres divisions.

Cette nouvelle structure comporte des risques. La politique allemande énonce les exigences que les forces doivent satisfaire afin de pouvoir participer à toutes les catégories de missions, depuis les opérations de soutien de la paix dans des environnements relativement peu dangereux jusqu'aux conflits de haute intensité. En réalité, le déploiement de la force d'intervention est beaucoup moins probable que celui de la force de stabilisation. Étant donné que, dans une société démocratique, l'usage de la force militaire est dicté par les objectifs du gouvernement en matière de politique étrangère, il convient de définir les circonstances qui pourraient déclencher le déploiement des troupes allemandes. Dans une déclaration faite en 2004 à l'École supérieure de guerre de l'Allemagne, Peter Eickenboom, ministre associé de la Défense nationale, a indiqué que son pays n'avait pas de politique étrangère indépendante¹⁷. Cette déclaration surprenante représente, en fait, la politique officielle, comme en témoigne la remarque suivante :

« Deutschland kann seine Interessen nur gemeinsam mit Verbündeten und Partnern sowie im Rahmen der Europäischen Union, der NATO, der Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (OSZE) und der Vereinten Nationen wahrnehmen. »
(L'Allemagne ne peut veiller à ses intérêts qu'en agissant avec ses alliés et ses partenaires sous l'autorité de l'Union européenne, de l'OTAN, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et de l'ONU¹⁸.)

Selon cette directive, il est évident que la configuration des forces militaires que l'Allemagne déploiera sera dictée par toute coalition à laquelle ce pays est prêt à participer ainsi que par le genre de missions pour lesquelles le gouvernement est disposé à envoyer des troupes. La crainte du gouvernement allemand, que partage la plupart des pays occidentaux, d'avoir la réputation d'engager des troupes lourdement armées dans des situations où la sécurité nationale n'est pas directement menacée met un frein au déploiement de la force d'intervention, qui est structurée pour la guerre de haute intensité. Compte tenu des frais associés à l'envoi de la force d'intervention à l'étranger, comparés à ce que coûterait le déploiement des effectifs et du matériel de la force de stabilisation, c'est probablement à cette dernière que la mission sera confiée, étant donné le souci permanent du gouvernement de réduire les dépenses militaires. Cette réalité financière et le tollé inévitable qui retentit quand

l'intervention de troupes lourdement armées entraîne des pertes chez les alliés et dans la population civile rendent l'emploi et le déploiement de telles troupes peu probables, sauf en cas de crise internationale majeure. Il est également évident que la politique étrangère de l'Allemagne privilégiera le déploiement de la force de stabilisation vu les effectifs attribués aux structures de la force et le programme de rotation prévu pour l'instruction et la préparation au déploiement. La force de stabilisation a été conçue pour participer à de multiples rotations de longue durée, par exemple, dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan ou de la force multinationale de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine. La force d'intervention ne peut, quant à elle, participer qu'à un déploiement d'une durée fixe et courte parce que la rotation de ses éléments n'est, semble-t-il, pas toujours pratique.

La conservation de la force d'intervention, qui compte 35 000 militaires et de l'équipement blindé lourd, ne va pas nécessairement à l'encontre des buts transformationnels de la *Bundeswehr*. Il est toutefois intéressant de se demander si le terme *transformation* ne sert pas à justifier la rétention des capacités de combat qui ont très peu à voir avec les intentions ou les objectifs indiqués.

Le logement des forces

Les déclarations récentes de Peter Struck, ancien ministre de la Défense nationale, au sujet de la fermeture de certaines bases cadrent avec la transformation de la *Bundeswehr*. Comme le mentionnait l'ancien ministre, *« ...eine weltweit operierende Bundeswehr benötigt andere Standorte in Deutschland als die Bundeswehr in den Jahrzehnten der militärischen Ost-West-Polarität in Europa »* (les forces armées fédérales allemandes, engagées dans des opérations un peu partout dans le monde, doivent s'installer en Allemagne dans des localités autres que celles qu'elles occupaient pendant les décennies de polarité Est-Ouest en Europe¹⁹). Les réductions apportées à l'infrastructure se soldent par la fermeture de 105 bases; il en reste 392.

La fermeture de bases due à la rationalisation et à la consolidation est nécessaire à la transformation parce qu'elle permettra de récupérer des fonds, qui pourront servir à financer les efforts dans ce sens plutôt qu'à maintenir, à l'échelle de l'Allemagne, une infrastructure inutile à des endroits qui n'ont plus aucune importance ni sur le plan opérationnel ni sur le plan administratif. Une telle décision aurait dû être prise depuis longtemps pour des raisons structurelles et financières; l'ancien ministre mérite d'être félicité d'avoir eu la volonté et le courage politiques d'entreprendre un tel programme malgré une forte opposition des gouvernements locaux, régionaux et fédéral²⁰.

« ...il est évident que la configuration des forces militaires que l'Allemagne déploiera sera dictée par toute coalition à laquelle ce pays est prêt à participer... »

Conclusion

La question de logement peut paraître une étape utile menant à la réforme structurelle, mais les forces armées allemandes pourraient atteindre autrement leur but en matière de transformation. Elles pourraient, par exemple, établir un système interarmées de gestion des effectifs militaires, regrouper les capacités semblables sous un seul commandement et élaborer un programme de matériel interarmées. Elles pourraient aussi prendre les dispositions organisationnelles nécessaires pour abandonner le concept classique du service unique, qui domine actuellement la réflexion tactique et opérationnelle.

Les forces armées allemandes ont pris plusieurs mesures concrètes en vue de créer un système véritablement interarmées, mais ces mesures comportent toutes une lacune flagrante. Aucune d'entre elles ne prévoit un système central ou interarmées qui assurerait que les exigences interarmées ont priorité sur les besoins en personnel des services individuels. Une telle lacune pourrait avoir des conséquences graves étant donné la demande criante d'effectifs possédant l'instruction et les compétences que requièrent en particulier les postes importants d'état-major supérieur et de commandement. L'absence de discussion au sein des forces allemandes sur la nécessité d'avoir un système commun de gestion du personnel montre clairement que le concept de collaboration interarmées n'est pas encore répandu.

Rien n'indique à l'heure actuelle que l'adaptation à une force ou à une mission ait été un facteur dans la transformation de la structure de la force. Les forces allemandes ont conservé presque toutes leurs capacités de la guerre froide, qui n'ont été ni rationalisées ni intégrées dans des organisations interarmées. Les exceptions telles que le transfert d'éléments de guerre électronique entre l'armée et la *Streitkräftebasis* devraient montrer la voie à suivre. La décision indépendante de la force aérienne de conserver le contrôle de ses unités de guerre électronique met en évidence la résistance envers une nouvelle structure interarmées née de la fusion des capacités de chaque service. La liberté d'une telle décision de la *Luftwaffe* indique sans équivoque que la culture organisationnelle de l'armée de terre, de la marine et de la force aérienne n'a pas beaucoup servi les objectifs transformationnels visés par la collaboration interarmées. Cela montre aussi que le *Generalinspektor* n'a pas pu ou voulu engager de tels changements, reflétant peut-être un attachement au concept du service unique.

Cette mentalité est clairement illustrée par le refus de regrouper le commandement et le contrôle de forces déployées en un seul quartier général interarmées et de réunir les capacités semblables sous une seule organisation. On peut donc se demander s'il faudra élaborer d'autres

directives ministérielles pour que la transformation actuelle puisse conduire à l'état final souhaité. Il pourrait toutefois être difficile de s'entendre sur les limites précises à imposer à la caractéristique interarmées dans l'état final et sur les dérogations qui pourraient être accordées aux services individuels de sorte qu'ils puissent conserver, dans certaines circonstances, leurs particularités environnementales. Ce conflit de cultures demeure un problème important pour les forces armées allemandes. Selon un membre de l'état-major de direction du collège de commandement et d'état-major allemand : « Contrairement aux autres services, l'armée de terre, la marine et la force aérienne dirigent des missions. » Il n'y a aucune ambiguïté dans cette observation ni dans la mentalité qui l'a inspirée.

Il faudra examiner de près les tendances qui se dessinent pour voir si les forces armées allemandes pourront atteindre leurs buts en matière de transformation. Si la force de stabilisation devient, de fait, l'élément principal des forces armées étant donné qu'elle sera probablement affectée à la plupart des missions en faveur de la politique étrangère allemande, c'est elle qui recevra sans doute la plus grande part des ressources (matériel, personnel, instruction et financement). Dans un tel cas, les fonds seront alloués principalement aux forces de stabilisation et aux forces de soutien plutôt qu'à la force d'intervention, qui est bien plus coûteuse et à laquelle on fera sans doute beaucoup moins appel. À moyen et à long terme, le parc actuel de chars et d'autres véhicules blindés moyens et lourds, qui constituent aujourd'hui le gros de la force d'intervention et qui arrivent à la fin de leur durée de vie utile, sera abandonné. À mesure que la force d'intervention et la force de stabilisation intensifieront leur participation aux opérations à l'étranger, la différence entre leurs besoins en matière d'équipement sera de plus en plus frappante. Les militaires allemands n'éprouveront sans doute qu'un très rare besoin de recourir aux chars pendant les missions de stabilisation que le pays entreprendra pour défendre sa politique étrangère.

« Rien n'indique à l'heure actuelle que l'adaptation à une force ou à une mission ait été un facteur dans la transformation de la structure de la force. »

La tendance à attribuer des fonds à l'instruction et à l'équipement ainsi qu'à la rotation des effectifs et aux promotions devrait révéler la nouvelle priorité (*Schwerpunkt*) des Allemands. Qui a droit en priorité à l'instruction en dépit des ressources financières de plus en plus rares? Qui a priorité au chapitre de la promotion? Ces décisions jetteront la lumière sur les aspects que les Allemands entendent privilégier. Si les opérations classiques se poursuivent, il y a peu de chances que les militaires allemands parviennent à atteindre leurs buts opérationnels et structureux et à réaliser la transformation prévue.

Inspirés de leur structure à trois éléments, les Allemands ont élaboré un modèle rationnel de force à l'appui de leur politique étrangère. La souplesse inhérente de la structure leur permettra, dans le cadre de missions



www.marctres.com

Le chasseur Eurofighter Typhoon, en service avec la Luftwaffe, la Royal Air Force, la Aeronautica Militare Italiana et la force aérienne espagnole.

nationales et internationales, d'adapter leur participation à certaines circonstances particulières et d'utiliser le niveau de force nécessaire pour atteindre leurs objectifs. La stabilité à long terme de cette nouvelle force est toutefois moins évidente. Le succès du modèle dépendra de la manière dont les Allemands concilieront les divergences qui apparaîtront sans doute à moyen et à long terme entre la force d'intervention et la force de stabilisation.

Un des objectifs visés par la transformation consiste à générer des forces capables de travailler ensemble dans le contexte *national* (interarmées) et dans un environnement *multinational* (interallié). Le succès ou l'échec à cet égard et les efforts consentis pour changer la mentalité institutionnelle des trois services en les amenant à adopter une doctrine interarmées applicable sur les plans tactique, opérationnel et stratégique influenceront l'aboutissement de la réorganisation ou déboucheront sur un nouveau modèle. Les forces allemandes devront se doter de structures de commandement hautement efficaces et intégrées et de services de renseignement, de surveillance et de repérage d'objectifs centralisés et coordonnés. On ne peut dire si les mesures de transformation actuelles aboutiront à ces capacités, vu la réticence des services à établir un état-major interarmées central et solide qui aurait l'autorité nécessaire pour diriger et contrôler directement la planification opérationnelle et stratégique de tous les types de déploiement.

Les changements structurels et organisationnels sont des éléments nécessaires à l'évolution de toute force militaire désireuse de s'adapter à des menaces toujours nouvelles. Il sera intéressant de voir dans quelle

mesure le modèle allemand actuel, qui sépare la force d'intervention créée pour les conflits de haute intensité et la force de stabilisation conçue, elle, pour des opérations aussi diverses que des missions de soutien de la paix et des missions moins robustes d'imposition de la paix pourra surmonter ces défis à moyen et à long terme.

Enfin, il faut faire preuve de prudence au cours du processus de transformation. L'évolution des organisations, des structures et de la doctrine militaires est et devrait demeurer continue, mais les États doivent se garder d'éliminer des capacités qu'ils possèdent pour la simple raison qu'ils ne font pas face à une menace directe. Les menaces évoluent bien plus rapidement que les programmes nationaux d'équipement ne peuvent produire des systèmes d'armes pour les contrer. Par conséquent, bien que l'on puisse se demander dans quelle mesure l'Allemagne devra recourir dans l'avenir à des forces blindées lourdes pour défendre ses intérêts, le maintien de ces forces et le perfectionnement des capacités de combat afin de former la relève devraient faire partie intégrante de la stratégie militaire nationale. Les États doivent se rappeler que les forces militaires sont, en définitive, leur seule assurance contre les menaces actuelles et futures. La constitution et le déploiement des forces militaires pour réagir à une menace actuelle, sans tenir compte des menaces éventuelles ou nouvelles, reposent sur une mentalité qui engendrera inévitablement des crises.



NOTES

1. Ministère allemand de la Défense, [en ligne] <www.bmvg.de/C1256F1200608B1B/vwContentByKey/N264WS2E475MMISEN>
2. *Ibid.*
3. Ministère allemand de la Défense, *Outline of the Bundeswehr Concept*, Berlin, p. 11, [en ligne] <http://www.bmvg.de/portal/PA_1_0_LT/PortalFiles/C1256F1200608B1B/W268ADVU038INFOEN/KDB_en.pdf?yw_repository=yuoatweb>.
4. Ministère américain de la Défense, *Transformation Planning Guidance*, Washington, avril 2003, p. 3.
5. Directeur de la Transformation de la force, *Military Transformation: A Strategic Approach*, Washington, Secrétariat à la Défense, automne 2003, p. 7.
6. Ministère britannique de la Défense, *Delivering Security in a Changing World: Future Capabilities*, Londres, HMSO, juillet 2004, p. 13.
7. Ministère français de la Défense, *Le plan prospectif à 30 ans : Synthèse*, Paris, 2004, p. 9.
8. Gouvernement du Canada, *Énoncé de politique internationale du Canada*, Ottawa, ministère de la Défense nationale, automne 2004, p. 3.
9. Ministère allemand de la Défense, *Verteidigungspolitischen Richtlinien*, Berlin, le 21 mai 2003, p. 5.
10. Ministère allemand de la Défense, *Conceptual and Structural Parameters*, Berlin, [en ligne] <http://www.bmvg.de/portal/a/bmvg/kcxml/04_Sj9SPyksy0xPLMnMz0vM0Y_QjzKLt4w3DnMCSYGYRqbm-pEwMV-P_NxU_aDUPH1v_QD9gtyIckdHRUUAbTqHbA!!/delta/base64xml/L2dJQSEvUUt3QS80SVVFLzZfOV8zVkl!yw_contentURL=%2FC1256F1200608B1B%2FW268SHT2252INFOEN%2Fcontent.jsp>.
11. Ministère allemand de la Défense (2004), *op. cit.*, p. 20.
12. Führungsakademie der Bundeswehr, *Vortrag Deutsche Heer*, Hamburg, FüAkBw, le 22 février 2005.
13. Einsatzführungskommando der Bundeswehr, *Einsatzführungskommando der Bundeswehr*, Geltow, EinsFükdoBw, août 2004, p. 3.
14. *Ibid.*
15. FKpt Christoph Müller-Meinhard, *Transformation in der Marine*, Berlin, ministère de la Défense, p. 2, [en ligne] <www.infosys.svc/80256B100061BA9B/Print/N2633KMK943FSINDE>
16. Führungsakademie der Bundeswehr, *op. cit.*
17. Peter Eickenboom, Ph. D., *Address to LGAN 2004*, Hamburg, le 19 novembre 2004.
18. Ministère allemand de la Défense, *Deutschlands Interessen*, Berlin, [en ligne] <www.bmvg.de/C1256F1200608B1B/CurrentBaseLink/N264WRW6191MMISDE>.
19. Peter Struck, Ph. D., « Transformation der Bundeswehr », dans der Zeitschrift, *Europäische Sicherheit*, janvier 2005, [en ligne] <www.bmvg.de/C1256F1200608B1B/CurrentBaseLink/W269GCW6022INFOEN>.
20. Parmi les bases ayant fermé leurs portes, 28 d'entre elles comptaient plus de 10 employés, 31 en comptaient entre 11 et 100, 9 généraient de 101 à 500 emplois, 28 embauchaient entre 501 et 1 000 personnes et 9 en embauchaient plus de 1 000. Ministère allemand de la Défense, *Stationierung Ergebnis*, Berlin, [en ligne] <www.bmvg.de/C1256F1200608B1B/CurrentBaseLink/W268SJ8S406INFOEN>.



Drapeau allemand et armoiries.